Lien d'information mensuel N°11 novembre 2023



Flashinfo

On ne lâche rien! Les retraité-e-s se mobilisent et sont dans la rue!

La CGT a toujours porté les valeurs de paix. L'Azerbaïdjan attaque le haut Karabakh; la Russie combat l'Ukraine; au Niger, un coup d'état déstabilise la région; suite à l'attaque terroriste du Hamas, la guerre israélo-palestinienne s'intensifie ...Malgré les interdits, des manifestations importantes ont lieu pour dénoncer les massacres tant en Israël qu'en Palestine ET pour exiger la paix dans le monde.

Le 13 octobre : 220 rassemblements et plus de 200 000 manifestants; à Paris, pour une Europe revendicative, plus de 30 délégations étrangères, près d'un millier de syndicalistes européen et les dirigeants de la CSI et de la CSE aux côtés des manifestants français

Le 24 octobre, les 63 000 pétitions récoltées exigeant 10% d'augmentation des pensions sont portées en préfecture. Nos revendications spécifiques telles que l'égalité des droits actifs /retraités, la santé, la complémentaire santé, les transports... sont portées avec des initiatives UFR/FAPT locales en Bretagne, à Nantes devant le CRSF, en Ille et Vilaine, dans le Nord, dans le Rhône, dans les Bouches du Rhône...

La mobilisation doit s'étendre et gagner du terrain.

Offensive et déterminée, la CGT FAPT avec son UFR veut franchir une nouvelle étape dans la mobilisation. Afin d'appuyer et de créer un rapport de forces avec des initiatives locales de rassemblement, des conférences de presse devant les Directions, les Bureaux de Poste, les Préfectures, les boites aux lettres, les boutiques, etc..., l'UFR FAPT propose de poursuivre la signature des pétitions notamment la pétition <u>« Postier-e-s un jour, postier-e-s toujours »</u>.

C'est dans cet objectif que notre Fédération a décidé de rencontrer le PDG du Groupe La Poste en audience avant la fin de l'année. La même démarche revendicative est prévue dans le Groupe Orange France autour de la contribution de l'employeur à la complémentaire santé, pour le droit aux vacances et des chèques vacances, etc...

L'UFR propose partout dans le pays, à l'initiative des sections UFR et des Syndicats Départementaux un temps fort de mobilisation dans la semaine du 4 au 8 décembre 2024



Vie syndicale

Au 25/10, 63 adhésions ont été réalisées depuis le début de l'année. 131 décès et 246 démissions. Pour 2023,10 638 FNI réglés à Cogétise. Pour que les retraités soient reconnus et respectés par les entreprises pour lesquelles ils et elles ont travaillé et contribué à leur développement, pour gagner la satisfaction de nos revendications, renforçons ensemble l'action collective et le renforcement de l'UFR FAPT CGT.

Exigeons l'égalités salariales.

En 2023 c'est le 6 novembre à 11h25 que les françaises commencent à travailler gratuitement

Arrestation du secrétaire général de l'UD du Nord et de la secrétaire administrative par des moyens disproportionnés et placés en garde à vue, suite aux appels à manifester pour la paix. Soutenir pacifiquement le droit des palestiniens ne peut pas être aussi grossièrement caricaturé et criminalisé. Par la mobilisation de toute la CGT, ils ont été libérés dans la journée.

Le 25 Novembre, nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence machiste, les femmes, les personnes LGBTQIA+, à toutes celles qui souffrent et qui luttent. À toutes celles que nous avons perdues.

Le délégué syndical CGT de la Sonelog au Pontet réintégré.

Son licenciement suite aux grèves d'avril pour obtenir une prime de 1 000€ a été annulé par la Direction régionale du travail. Il reste encore à gagner la réintégration des 10 agents licenciés.

Merci Henri

L'esplanade de la CGT porte désormais le nom d'Henri KRASUCKI. Sophie Binet rappelle l'empreinte qu'Henri a laissée dans la CGT.

Immigré polonais, juif et communiste, résistant, il sera déporté à Auschwitz puis Buchenwald. Toute sa vie, il aura milité pour une CGT efficace et rassembleuse en disant aux militants-e-s de bien cultiver notre jardin syndical.

Luttes gagnantes

Mondial Relay:

La CGT FAPT obtient 4 titulaires et suppléants aux élections CSE. adhésions durant la campagne ! 1ere action collective sur plusieurs sites pour une prime d'intéressement de 300€ net et non imposable (elle était prévue à 0 €) l'ouverture des NAO, la révision du calcul du volume des colis (de 155 à 129), ... Victoire de 28 salariés au conseil des Prud'hommes de Rodez : le droit de retrait était iustifié. Des factrices et facteurs de Coursan, de Thourotte (60), de la PPDC de Roubaix, du Mans Courrier ont gagné des avancées significatives pour leurs conditions de travail comme des moyens de remplacement, le maintien de contrats, une cdisation...

Logement social et hébergement d'urgence :

Elisabeth Borne a décidé d'exclure les plus pauvres et les SDF des quartiers prioritaires de la Ville (QPV), ne leur offrant par ailleurs aucune perspective sur des territoires plus favorisés. INDECOSA-CGT lui demande de renoncer à cette mesure et l'appelle à lancer une politique très volontariste de logements sociaux, de places d'hébergement d'urgence et d'accession sociale à la propriété.

Chômage : explosion des contrats courts !

Le gouvernement vise le plein emploi... Précaire ! Il couple augmentation des radiations, emplois précaires, à temps réduit, et baisse de l'indemnisation des privés d'emploi poussés vers les minima sociaux et bientôt au travail forcé. Début novembre, les négociations assurance chômage étaient sous pression du gouvernement ponctionneur de ressources. Le patronat veut poursuivre la casse des droits. La CGT qui revendique de revenir sur les réformes Macron, appelait à se mobiliser.

Pour le droit à la santé des femmes : signez la pétition : https://www.bluets.org/des-moyens-pour-la-sante-des-femmes/

A l'initiative CGT-Association Ambroise Croizat, tribune et pétition, 75 personnalités, interpellent sur le **Droit à la santé des femmes**. Les Bluets, lieu historique d'accompagnement à la parentalité et d'accouchement, propose une offre de soin respectueuse de chacune sans dépassement d'honoraires. Il fait face à des exigences sur tout ce qui met sa mission en péril. Pour la maîtrise de leur corps, l'accès aux soins constituent une liberté fondamentale.

Les crimes contre les journalistes ne peuvent rester impunis

Au 25 octobre, on comptait 21 journalistes tués dans la bande de Gaza sous les bombardements israéliens, dont Roshdi Sarraj qui travaillait pour des médias français; 4 journalistes israéliens tués dans l'attaque du Hamas, un journaliste libanais tué par une frappe israélienne au Liban. Le SNJ-CGT affirme que les crimes contre les journalistes ne peuvent rester impunis et demande une enquête immédiate sur leur mort.

Conférence sociale

Elle ne prévoit rien pour les salaires et la résorption de la pauvreté. Les O.S. ont demandé des mesures concrètes et contraignantes dans tous les domaines, dont l'égalité salariale F/H. au mieux, elle accouchera de mesurettes très en deçà des besoins, le gouvernement privilégiant le dogme budgétaire et le non partage des richesses.

AGIRC ARRCO:

Après consultations, la CGT signe pour s'opposer à la ponction du gouvernement.

Elle a obtenu +4,9 % des retraites complémentaires et la fin du malus. La signature s'accompagne d'une lettre de réserve sur le rendement et le taux de remplacement des futur.es retraité.es mais vise surtout à protéger les retraites complémentaires. Le gouvernement veut prélever chaque année un milliard dans les caisses pour financer le minimum contributif de retraite. Ceci bloquerait toute possibilité d'amélioration de la situation des salarié.es et des retraité.es du privé.



Dominique Bernard a été assassiné

lors de l[']attaque au lycée Gambetta-Carnot d'Arras, un autre enseignant et un agent technique blessés, 3 ans après l'assassinat de Samuel Paty.

La CGT condamne cet acte injustifiable, salue la mémoire de l'enseignant. Elle salue également l'action des personnels de l'éducation qui, sur l'ensemble du territoire, agissent pour faire reculer toute forme d'obscurantisme.

Ce numéro montre que notre automne est très revendicatif! S'il y a urgence pour nos pensions, les retraité.es très actif.ves sont sur tous les fronts face à un pouvoir autoritaire...



Il rappelle par exemple que longévité et dignité sont 2 termes à réconcilier, ce qu'est travailler en temps de guerre ou réunit la libertine Birkin et le libertaire Tachan...

Des coupures organisées à peine déguisées!

La FNME-CGT dans un communiqué, alerte sur le dispositif proposé par la Ministre en charge de la transition énergétique, à savoir l'abaissement arbitraire de puissance via les compteurs Linky et dénonce une réalité avec des conséquences sociales qui pourraient être dramatiques. « Il est urgent de revenir au monopole public et au réel service public de l'énergie qui répondent strictement à l'intérêt général. »

Travailleurs, avec ou sans papiers, intérimaires ou CDI

Le 17/10, 650 salarié.es immigré.es sans titre de séjour se sont mis en grève sur 33 sites de la région parisienne, accompagné.es par la CGT. Parce qu'elles et ils refusent de continuer à être méprisé.es et ignoré.es ils et elles ont décidé de relever la tête face aux mythes portés et entretenus par la droite et l'extrême droite sur les immigré.es. Les 2/3 des grévistes ont obtenu des engagements patronaux leur permettant d'envisager une régularisation.

Egalité des droits pour tous

Le 6/11, débute au Sénat l'examen du projet de loi « pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration ». La CGT a exprimé son opposition au durcissement des conditions d'obtention de titres de séjour, au titre du droit d'asile et d'accès au regroupement familial. La surenchère d'une extrême droite toujours raciste, les délires xénophobes de politiques, ne servent qu'à diviser la classe ouvrière. La CGT revendique la régularisation des salarié.es sans papiers qui participent au quotidien à la vie et à l'économie de la société française.

INTERNATIONAL

Au Bangladesh, grève massive des travailleur·ses du textile :

Compte tenu de l'inflation galopante, et sans réponses satisfaisantes du gouvernement, des multinationales du textile et de leurs soustraitants, les ouvrier.es et leurs syndicats ont déclenchés des grèves et des manifestations massives, violemment réprimées: exigence de salaire mensuel minimum fixé à 23 000 takas (190 euros), contre les 8 300 (70 euros) actuels et de meilleures conditions de travail.

Israël-Palestine, courriers syndicaux. (LDJ 213)

A nos camarades israéliens, Sophie Binet écrit : « La CGT soutiendra et défendra résolument toutes les voix qui, dans le contexte tragique actuel, continueront de s'exprimer en faveur de la paix en Israël, en Palestine et partout ailleurs dans le monde ». Le syndicat Koach La Ovdim remercie et répond : « Nous déplorons comme vous le nombre croissant de morts civils israéliens et palestiniens. Nous espérons la paix pour nous tous, palestiniens et israéliens, juifs et arabes, et nous espérons des jours meilleurs sans ces terribles morts et ces effusions de sang ».

